

Adresse à M. Michel Lucas, à la direction réelle du groupe de presse du Crédit Mutuel (dont EBRA fait partie) – intervention de la Filpac CGT au comité d'entreprise extraordinaire annonçant leur arrivée.

La Filpac CGT a été informée du feu vert donné courant décembre 2009 par l'Autorité de la concurrence à la banque Crédit Mutuel pour sa prise de contrôle exclusif de la société EBRA.

Il semble bien à la Filpac CGT et à nombre de salariés qu'avant l'avis de cette instance de marché le Crédit Mutuel a déjà déployé ses réseaux informatiques (Euro Information), son administration et pour tout dire son pouvoir sur les titres et les sociétés d'un périmètre bien plus large que la seule société EBRA.

Par delà le maquis épais des sociétés diverses, le groupe réel s'étend de Strasbourg jusqu'aux faubourgs d'Avignon, soit toute la façade Est de la France.

C'est bien dans ce cadre qu'intervient Euro Information, c'est dans ce cadre que sont intervenues des mesures de mutualisation des secteurs informatiques, des fichiers administratifs, financiers et graphiques, des pages et des rubriques, des consignes relatives aux contrats de travail précaires, au rôle attribué aux directions d'entreprise. C'est dans ce cadre que le Crédit Mutuel tente d'ignorer le rôle des instances représentatives du personnel.

C'est dans ce cadre également que se pose la question brûlante de l'identité et de l'indépendance de chaque titre par rapport aux autres et par rapport à l'état major financier qui en est propriétaire. La présence du Crédit Mutuel doit sonner comme un signal d'essor de l'information, pas de sa régression sous forme de groupe centralisé, où les titres seraient gérés comme autant d'agences bancaires.

On ne prête qu'aux riches, c'est pourquoi cette préoccupation est un « souci brûlant », qui amène les salariés à supputer les chances de survie de leur titre et de leur emploi. Nul doute que le Crédit Mutuel tournera le dos à cette politique sempiternelle de réduction d'effectifs comme prétendu remède aux problèmes de la presse, et fera de l'horizon immédiat un avenir radieux pour chaque salarié.

N'ayant accès ni aux comptes ni aux décisions d'état major de la banque, la Filpac CGT se base sur les éléments publics en sa possession pour estimer que le Crédit Mutuel se porte comme un charme. Cet état de santé constaté par la presse économique et financière spécialisée, amène la Filpac CGT à considérer que dès l'avènement de cette prise de contrôle, plus aucun problème de trésorerie, d'investissements, de crédit ne viendra troubler la marche en avant des titres de presse, imprimée et numérique.

Cette manière de voir suppose toutefois que ladite banque, fédérative qui plus est, s'apprête à injecter les fonds nécessaires à la pérennité, la promotion, le développement des titres d'information, et qu'elle contribuera à prendre toutes dispositions pour que le personnel soit totalement à l'abri des mauvais coups du sort frappant à répétition son emploi.

La situation florissante du Crédit Mutuel exclut, aux yeux de la Filpac CGT, toute mesure de baisse de la masse salariale, de réduction des éditions locales des titres, de mise en cause des emplois pour quelque catégorie du personnel que ce soit.

Pourquoi une telle affirmation est-elle raisonnable ?

Personne n'imagine qu'une banque aussi avisée, qui s'est sortie avec autant de talent de l'effondrement des marchés financiers, bénéficiant de la confiance et du soutien de l'Etat, base sa présence extensive dans la presse dans le seul but de faire du profit. Les millions d'euros que la banque Crédit Mutuel apporte vont servir, forcément, à armer les salariés par une formation professionnelle la plus pointue, à moderniser l'outil industriel, à augmenter des éditions, à étendre le numérique et à revenir à une juste rémunération du travail salarié après des années de régression de la valeur du travail.

Puisque la banque fédérative du Crédit Mutuel s'engage dans la presse à drapeau déployé, la Filpac CGT en déduit que plus aucun obstacle ne viendra entraver la mise en place d'un cadre de négociation avec l'ensemble des syndicats représentatifs, à l'échelon de l'entreprise comme à l'échelon du groupe et de la branche professionnelle.

En effet, une banque de cette taille, qui a puisé son image de marque dans l'esprit mutualiste, apportera forcément une volonté sans faille d'ouvrir en grand le cadre de négociations sociales. D'autant que le Crédit Mutuel se trouve être dorénavant à la tête du plus grand groupe national de presse, ce qui s'additionne à sa présence dans bien d'autres groupes de presse.

Le secret bancaire semble en tout point contradictoire avec la définition d'une entreprise d'information. Cela n'a pu échapper aux professionnels du crédit, de la finance, de l'assurance que le Crédit Mutuel emploie. C'est donc bien d'informations, de consultation des instances représentatives du personnel, de relations civilisées avec les syndicats représentatifs qu'il s'agit, sachant que, sur d'autres titres, bien des nuages se sont accumulés durant l'année écoulée.

Le respect est comme le crédit : mutuel.

Tous les salariés doivent se sentir respectés : informaticiens, administratifs, journalistes, techniciens de fabrication, porteurs, commerciaux. Nul ne doit être laissé pour compte. Cela sonne aux oreilles de la Filpac CGT comme un onzième commandement, laïc et républicain.

La Filpac CGT s'apprête donc par le présent CE à écouter attentivement toutes les confirmations des espérances du personnel que ne manquera pas d'apporter le plus éminent directeur de la banque fédérative Crédit Mutuel.

Et c'est cash, sans délai, qu'elle informera le personnel sur ces précieuses réponses.